

# Le pouvoir aux travailleurs

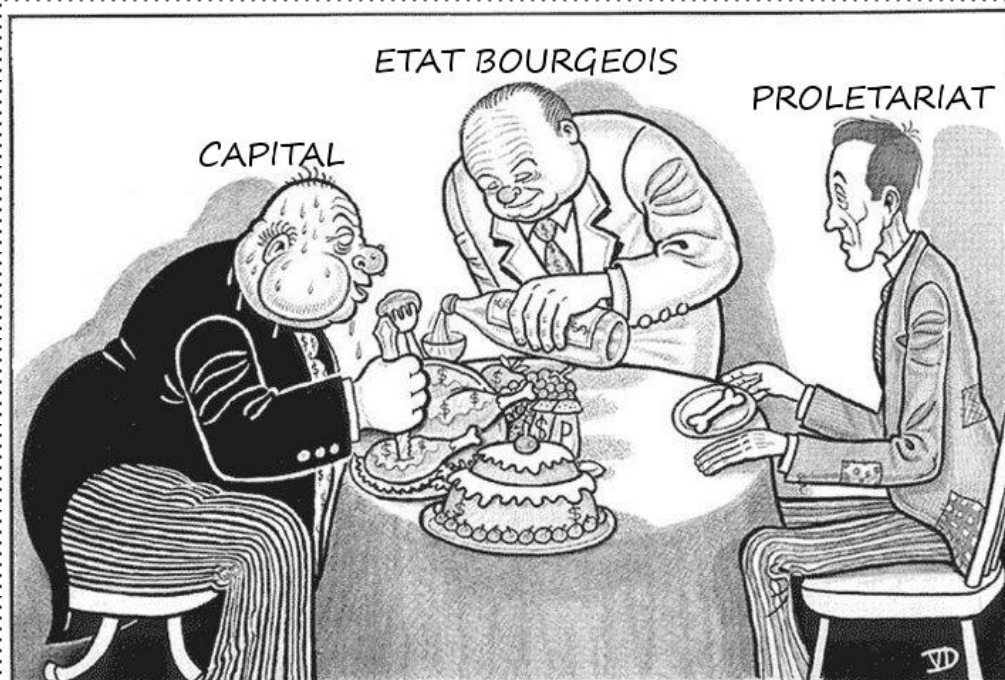
11 JANVIER 2025

N° 311

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*



Éditorial

**2025 : ŒUVRONS POUR UN VRAI CHANGEMENT !**

Page 3-4

CSCEC, CHANTIER DE LA VOIE  
Y4 PK26 : TROP, C'EST TROP !

INTERDICTION DE MOTOS  
ET DE TRICYCLES SUR  
LE VGE, UNE ATTAQUE  
CONTRE LES PAUVRES !

ARMÉES IMPÉRIALISTES,  
HORS D'AFRIQUE !

Page 5

Page 7

Page 9-11

**ÉDITORIAL :**

- 2025 : ŒUVRONS POUR UN VRAI CHANGEMENT !..... 3 - 4

**LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :**

- CSCEC, CHANTIER DE LA VOIE Y4 PK26 : TROP, C'EST TROP !..... 5
- SINOHYDRO : CHANTIER PARALYSÉ !..... 5
- ACCIDENT MORTEL DE TRAVAIL SUR UN CHANTIER À MARCORY..... 6

**LEUR SOCIÉTÉ**

- INTERDICTION DE MOTOS ET DE TRICYCLES SUR LE VGE,  
UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES !..... 7
- YOPOUGON : LA POLICE MUNICIPALE A OBTENU  
UNE NOUVELLE OCCASION DE RACKETTER !..... 7
- MALNUTRITION DE LA PETITE ENFANCE :  
DES BLABLAS POUR AMUSER LA GALERIE ..... 7
- CONSEIL HYPOCRITE D'UN AMI DU POUVOIR..... 8

**DANS LE MONDE :**

- ARMÉES IMPÉRIALISTES, HORS D'AFRIQUE ! ..... 9 - 11

## 2025 : ŒUVRONS POUR UN VRAI CHANGEMENT !

Pour les travailleurs, 2024 ce n'était pas ça ! C'était la précarité, le chômage, la vie chère, les déguerpissements, la misère et bien d'autres difficultés de la vie quotidienne. 2025 vient de commencer mais sans la lutte des travailleurs ce sera la continuité dans la dégradation de leurs conditions d'existence, voire pire !

Les capitalistes, les riches, leurs valets au pouvoir, comme ceux qui attendent leur tour dans l'opposition, tous ont fêté la nouvelle année avec faste. Ils espèrent que 2025 sera pour eux une énième bonne année, encore mieux que les années précédentes. Mais ce qui est bon pour la bourgeoisie et ses serviteurs de l'État n'est pas bon pour l'écrasante majorité de la population condamnée à survivre avec les bas salaires et dans la précarité.

Dans cette société capitaliste, le fait que la minorité riche baigne dans l'opulence pendant que la grande majorité ne parvient même pas à se nourrir et à se loger correctement, n'est pas une anomalie mais au contraire la normalité, car la richesse de cette minorité provient de l'exploitation de la population pauvre. Le rôle des politiciens et de leur appareil d'État est de pérenniser ce système profondément injuste.

Ouattara appelle à « *la paix et à la cohésion sociale* » car en tant que représentant des intérêts des riches, il ne veut surtout pas d'une révolte des travailleurs contre l'oppression et l'injustice ! En parlant de la prochaine élection présidentielle, il a évoqué son désir de « *continuer à servir* » son pays tandis que de son côté, l'ex-banquier Tidjane Thiam, candidat officiel du Pdcj promet une « *société plus juste* ». Jean Louis Billon membre du même parti que Tidjane Thiam et issu d'une famille riche de Côte d'Ivoire, promet monts et merveilles pendant qu'il exploite des milliers de prolétaires depuis des décennies dans ses nombreuses entreprises.

Quant à Laurent Gbagbo, il dit vouloir apporter de « *l'espoir* » et de « *l'humanisme* » mais quand il était au pouvoir pourquoi n'a-t-il pas appliqué son prétendu humanisme ? En tout cas, ceux qui ont survécu à la terreur des miliciens de son ex-parti, notamment au supplice du tristement célèbre « *article 125* », (un pneu au cou arrosé de pétrole et une buchette d'allumette pour y mettre le feu) n'ont pas oublié les atrocités qui leur ont été infligées. Ceux dont les corps ont ensuite été jetés dans le « *charnier de Yopougon* » ne sont plus là pour dire tout le mal qu'ils pensent de son passage au pouvoir.

Les travailleurs non plus, n'ont pas oublié comment Gbagbo, son acolyte Affi N'Guessan et leur clan au pouvoir, les avaient contraints à se serrer toujours plus la ceinture sous prétexte qu'il fallait « *redresser l'économie* » c'est-à-dire de permettre aux Bouygues, aux Bolloré et aux autres riches locaux et internationaux de s'enrichir davantage en payant un salaire de misère aux travailleurs pendant que le coût de la vie ne cessait d'augmenter !

C'est dire que tous ces politiciens, qu'ils soient aujourd'hui au pouvoir ou dans l'opposition, ont tous montré leur servilité envers les grands capitalistes et ils sont prêts à aggraver encore plus les conditions d'existence des travailleurs pour que les capitalistes s'enrichissent davantage.

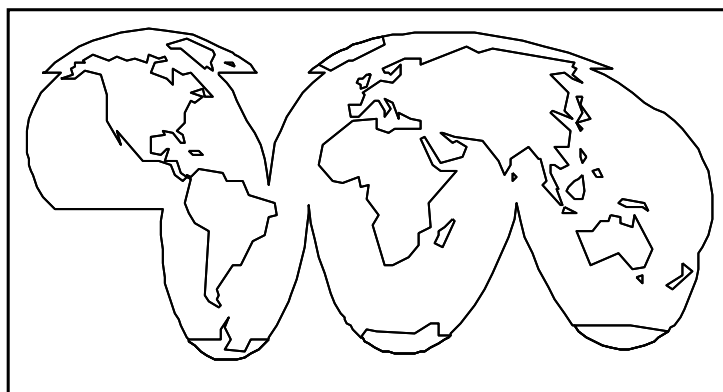
En Côte d'Ivoire comme partout dans le monde, le capitalisme en crise ne réserve rien d'autres aux travailleurs et aux populations pauvres que la misère, les guerres et la barbarie. En Afrique, au Moyen-Orient, en Europe, en Asie, des conflits attisés par la

rivalité entre les puissances capitalistes et par les appétits de leur bourgeoisie ont déjà fait plusieurs millions de victimes. Elles peuvent se généraliser et entraîner l'humanité toute entière vers une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Il est grand temps pour les travailleurs de tous les pays d'arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et d'organiser la société autrement que par la recherche du profit pour une minorité exploiteuse. Il est possible aujourd'hui d'organiser l'économie de telle sorte que les besoins vitaux de tous soient assurés et garantis. Les moyens existent à l'échelle de la planète pour satisfaire pleinement ses besoins sans exploiter quelqu'un. Cette société d'avenir, c'est la classe ouvrière mondiale qui la construira, une fois qu'elle aura arraché le pouvoir économique à la bourgeoisie et détruit son appareil d'État.

Tous ceux qui aspirent à ce monde-là doivent œuvrer à la construction du parti communiste révolutionnaire prolétarien dès maintenant. Ce parti est nécessaire aux travailleurs pour leur permettre de renverser la bourgeoisie et construire le socialisme

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

CSCEC, CHANTIER DE LA VOIE Y4 PK26 : TROP, C'EST TROP !

---

(Témoignage de gréviste)

CSCEC est une entreprise du BTP qui a plusieurs chantiers en cours. Partout, les conditions de travail sont dures et pénibles. En plus des salaires de misère, des heures supplémentaires non rémunérées, des conditions dégradantes de travail sous la pluie et sous le soleil, nous sommes contraints de travailler comme des journaliers à vie.

Après avoir exploité pendant 9 à 10 mois deux de nos camarades chauffeurs de la sous-traitance, la direction a décidé de les renvoyer plutôt que de les faire passer sous contrat à durée indéterminé

(CDI). En agissant ainsi, elle a cru qu'elle allait briser l'organisation que nous sommes en train de mettre en place pour nous défendre. Manque de bol pour elle, c'est la grève qu'elle a récoltée. C'est à l'unanimité que les 350 travailleurs de tous les PK ont arrêté le travail. Aussitôt, nos deux camarades ont été réintégrés mais ce n'est pas pour autant que la direction a fini de nous entendre car le compte n'y est pas ! Nous avons décidé de lui présenter toutes nos revendications ! Pour le moment, les travailleurs ont le moral et se disent qu'il faut battre le fer quand il est chaud !

---

SINOHYDRO : CHANTIER PARALYSÉ !

---

(Témoignage de gréviste))

Sinohydro est l'entreprise de BTP qui réalise une partie du tronçon de la voie Y4 depuis le stade d'Ébimpé d'Anyama, jusqu'au PK26 de l'autoroute du Nord. Nous sommes au nombre de 300. Nous effectuons 10 heures de travail par jour, sept jours sur sept, pour un salaire de misère. Nous nous sommes organisés pour revendiquer 3000 Fr d'augmentation par jour pour tous.

Dans un premier temps, la petite délégation qui s'est rendue à la direction pour déposer nos revendications a été refoulée. Il a fallu que nous assiégions les locaux de la direction à plusieurs reprises sous la présence des gendarmes pour que le document soit effectivement déposé.

Trois semaines ont passé sans réponse de la Direction. C'est ainsi que le jeudi 9 janvier au petit matin, les piquets

de grève ont commencé à sillonner le chantier pour entraîner le maximum de nos camarades. Aux environs de 10 heures, tout le chantier a été paralysé. Par groupe de dizaines de travailleurs, nous avons quitté les différents PK pour nous rendre vers les locaux de la Direction. Comme notre mouvement a été bien suivi, la direction a été contrainte de recevoir une délégation de grévistes et a promis un premier paiement à partir du 20 janvier. C'est dans cette ambiance que nous avons repris le travail le lendemain matin après un bref meeting pour décider de la suite à donner au mouvement dans le cas où rien ne serait fait à la date du 20 janvier.

Nous ne sommes pas dupes. Nous avons affaire à des capitalistes, ces gens-là ne comprennent que le langage de la force.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

---

### ACCIDENT MORTEL DE TRAVAIL SUR UN CHANTIER À MARCORY

---

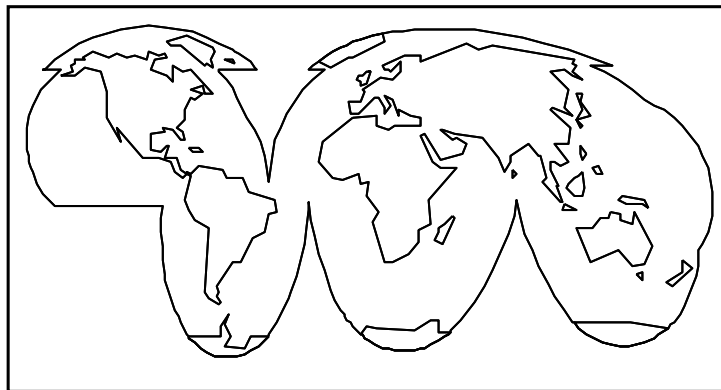
(Témoignage)

Je suis ouvrier menuisier coffreur. En décembre, je travaillais sur un chantier de la zone 4 de Marcory. Nous étions au 16<sup>ème</sup> étage et devrions faire des travaux de décoffrage. Il faut dire que malgré la hauteur du bâtiment, nous travaillons sans harnais de rétention. Il n'y a pas non plus de filets de rétention ou toutes autres mesures de sécurité pour prévenir les chutes. C'est dans ces conditions qu'un collègue qui décoffrait les panneaux sur une face de l'immeuble a fait une chute du 16<sup>ème</sup> étage. Il est mort sur le coup.

Pour éviter un coup de colère des travailleurs, le patron a arrêté le chantier et nous a demandé de rentrer chez nous. Le chantier n'a repris que quelques jours plus tard, certainement le temps qu'il a fallu au patron pour étouffer l'affaire.

Ce genre d'accident est légion sur les chantiers. Les employeurs font des économies sur la sécurité des travailleurs et ce sont ces derniers qui en payent le prix fort à chaque fois.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### INTERDICTION DE MOTOS ET DE TRICYCLES SUR LE VGE, UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES !

Le ministère des Transports a annoncé, le 23 décembre 2024, l'interdiction totale des engins à deux et trois roues sur le boulevard Félix Houphouët-Boigny (ex-VGE) à compter de ce mois de janvier 2025. Ce serait dans le but de réduire le nombre d'accidents et fluidifier la circulation sur cette artère très fréquentée.

Aujourd'hui à Abidjan, il y a une floraison d'entreprises de livraison à moto,

des milliers de personnes vivent de cette activité. Il leur est très difficile d'éviter le VGE, surtout que ce boulevard est bordé de magasins qui font appel aux services de livreurs à moto. Il y a aussi tous les travailleurs qui, pour éviter les difficultés du transport, roulent à moto.

C'est pourquoi cette mesure est une nouvelle attaque contre les petites gens qui essaient de gagner leur vie.

### YOPOUGON : LA POLICE MUNICIPALE A OBTENU UNE NOUVELLE OCCASION DE RACKETTER !

À Yopougon, 233 agents de la police municipale ont prêté « *serment de probité, d'intégrité, de loyauté* » ... certainement pas envers la population mais envers ceux qui les emploient pour exécuter les sales besognes contre les populations pauvres ! Dans de nombreux endroits, on voit agir cette police municipale avec brutalité. Il n'y a qu'à les

voir confisquer ou écraser méchamment les marchandises des vendeurs ambulants, se livrer à des courses poursuites et racketter les petites gens !

En plus de ce qu'ils faisaient déjà, ces agents auront maintenant le droit de délivrer des contraventions, c'est-à-dire une nouvelle occasion de racketter.

### MALNUTRITION DE LA PETITE ENFANCE : DES BLABLAS POUR AMUSER LA GALERIE

Le Secrétariat exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance (SE-CONNAPE) a organisé un atelier pour la validation d'un document qui permettra soi-disant à leurs membres de lutter contre la malnutrition qui entrave le développement de la petite enfance.

Les enfants en situation de malnutrition sont issus de familles pauvres. Faut-il un manuel pour savoir que les parents n'arrivent pas à acheter

du lait pour leur nourrisson ? En Côte d'Ivoire, de nombreuses familles ne mangent qu'un seul repas par jour ! Quoi d'étonnant que leurs enfants en souffrent aussi ?

Ces organismes soi-disant chargés de lutter contre la malnutrition ne font en fait que du bavardage afin de cacher la véritable cause de cette malnutrition, à savoir le système capitalisme. C'est lui qu'il faut éradiquer car il pourrit toute la société !

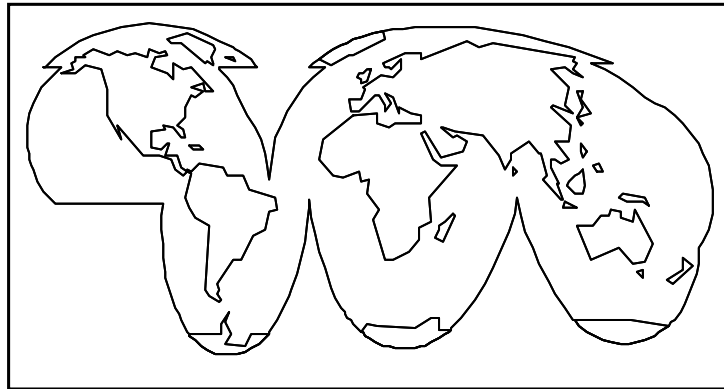
# L E U R S O C I E T E

## CONSEIL HYPOCRITE D'UN AMI DU POUVOIR

L'évêque du diocèse de Yamoussoukro, qui semble bien connaître le beau monde des politiciens, s'est adressé à eux en vue de la prochaine élection présidentielle : « *De grâce, ne nous offrez plus le sang, la violence...* » leur a-t'il dit. Ce haut gradé de l'Église, tout comme les imams et autres pasteurs du même acabit, peuvent se satisfaire de

ce genre de vœux pieux qui ne leur coûtent rien. Ils sont d'autant plus hypocrites qu'ils s'accrochent très bien des injustices du système capitaliste et fréquentent parfois les hauts lieux du pouvoir sans se boucher le nez. Quoi de plus normal puisqu'ils défendent à leur manière l'ordre établi !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !



ARMÉES IMPÉRIALISTES, HORS D'AFRIQUE !
--

Le 31 décembre dernier, lors de ses vœux de nouvel an, Ouattara a annoncé « *la rétrocession dès ce mois de janvier 2025* » du camp militaire français du 43<sup>ème</sup> BIMA (bataillon d'infanterie de marine) de Port-Bouët, aux forces armées de Côte d'Ivoire et qu'il portera désormais le nom d'un général Ivoirien. Rappelons que cette base militaire française existe depuis 1978 et a été installée juste à proximité de l'aéroport d'Abidjan afin de contrôler la capitale et ses principaux axes de circulation aérienne, maritime et routière. Elle a abrité jusqu'à environ 1000 soldats français durant certaines périodes de crise. Aujourd'hui, il y en aurait 500 et selon Ouattara il n'en restera qu'une centaine « *sous le commandement de l'armée ivoirienne* ». Il a précisé que cette baisse d'effectifs a été « *coordonnée* » avec l'État français et que le « *partenariat militaire* » se poursuivra par des formations de soldats locaux. L'État français se réserve le droit d'envoyer « *ponctuellement* » des renforts en Côte d'Ivoire s'il l'estime nécessaire.

Les mots et le ton utilisés par Ouattara lors de cette allocution ont été choisis de telle sorte que cela apparaisse comme un acte de souveraineté, mais on en rigole sur les réseaux sociaux. C'est à se demander si ce n'est pas un conseiller de l'Élysée qui lui a dicté le discours !

La présence militaire française en Côte d'Ivoire remonte à plus de cent ans. Son rôle était d'appuyer la conquête et l'exploitation coloniale. Elle a été maintenue après l'indépendance pour veiller au maintien des intérêts de l'ancienne puissance coloniale et en

même pour protéger le régime d'Houphouët Boigny, un fidèle parmi les fidèles. Après la mort de ce dernier, l'armée française a continué de jouer son rôle. En 2002, elle s'est interposée entre les troupes gouvernementales et les forces rebelles en Côte d'Ivoire. En novembre 2004, elle a ouvert le feu sur des manifestants à Abidjan, tuant plusieurs dizaines de personnes. En mars 2011, elle s'est engagé aux côtés de la rébellion contre Laurent Gbagbo pour porter Ouattara au pouvoir.

Contrairement aux autres dirigeants d'anciennes colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest, Ouattara n'a jusqu'à présent jamais ouvert sa bouche, ne serait-ce que sous forme de souhait, pour mettre en cause ce vestige de la colonisation que représentent les bases militaires françaises en Côte d'Ivoire. C'est Macron qui lui a presque susurré à l'oreille qu'il serait temps de se mettre au diapason de l'opinion publique car elle devient de plus en plus hostile à ce qui rappelle trop l'occupation coloniale. Reste à savoir si ce simple ravalement de façade suffira à calmer la population quand cette vague d'hostilité contre la présence militaire française déferlera dans le pays.

#### Une présence militaire de plus en plus rejetée

Il n'y a même pas trois ans, les forces françaises étaient présentes dans neuf pays africains : Mali, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Djibouti, Tchad, Sénégal et République Centrafricaine. Aujourd'hui ce n'est plus le

cas car certains pays ont décidé d'y mettre fin.

Le 28 novembre dernier, à la suite d'une visite du ministre français des Affaires étrangères, le Tchad a dénoncé les « *accords de sécurité et de défense* » avec l'ancienne puissance coloniale et exigé le départ de ses troupes stationnées dans le pays. Quelques jours après, c'est le président sénégalais qui annonçait « *la fin de toutes les présences militaires de pays étrangers dès 2025* » sans toutefois mettre fin aux accords de défense avec la France. Mais c'est la Centrafrique qui a ouvert le bal dès 2021 en faisant appel au groupe paramilitaire russe Wagner pour supplanter les troupes françaises. Quelques mois après, ce fut le tour des juntes installées à la suite de putschs au Mali, Burkina Faso et Niger. Dans ces trois pays, les populations ont manifesté plusieurs fois leur hostilité à la présence de l'armée française et le départ de celle-ci a été salué par des manifestations de joie.

Les déclarations grandiloquentes sur « *la souveraineté nationale* » sont devenues à la mode chez les dictateurs. Elles servent surtout à détourner la colère de la population, pour faire oublier la dégradation de ses conditions d'existence, le chômage, les bas salaires, la cherté du prix des denrées, etc., mais ceux qui souffrent de cette situation ne se contenteront pas éternellement de paroles et de symboles de souveraineté nationale !

Macron : on change la forme mais pas le fond

Il y a deux ans, face à ce courant d'hostilité, Macron annonçait la réorganisation de son dispositif militaire

en Afrique. Il disait qu'il ne voulait plus « *de bases militaires en tant que telles* » et qu'« *elles deviendront, pour les unes, des académies, pour les autres, des bases partenariales. Elles seront pour certaines rebaptisées. Elles vont changer de physionomie, de logique, d'empreinte* ». Un « *envoyé spécial* » a même été nommé pour discuter des termes de cette réorganisation avec les États africains. « *Faire mieux avec moins* », tel était alors son slogan.

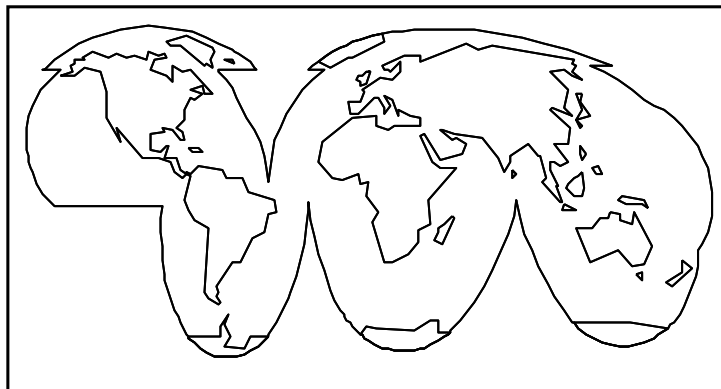
Face au piège du nationalisme petit bourgeois, il faut opposer la lutte de classe et l'internationalisme prolétarien

Aujourd'hui, presque 75 ans après la décolonisation, les réflexes colonialistes des dirigeants de l'ancienne puissance n'ont pas beaucoup changé ! Les récentes déclarations de Macron reprochant à certains chefs d'État d'avoir « *oublié de dire merci* » à la France pour les avoir défendus contre les attaques djihadistes, est une illustration de ce mépris. Les gesticulations nationalistes de certains dirigeants africains ne le dérangent pas tant que ça car il sait très bien que même là où ses troupes ont été contraintes de partir, les intérêts économiques de l'impérialisme français n'ont pas été touchés et que si demain ils étaient mis en cause l'armée française aura toujours les moyens d'agir, même si cela se passe à des milliers de kilomètres. Cela s'est déjà produit dans le passé, par exemple en mai 1978 lors du largage d'un régiment de plusieurs centaines de parachutistes sur Kolwesi, dans l'ex-Zaïre, soit à 7 500 km de la base de Calvi en Corse d'où ont été embarqués les parachutistes.

Nulle part, même là où les troupes françaises laisseront la place libre aux armées locales, la situation ne s'améliorera pour l'écrasante majorité de la population car le capitalisme s'accommode très bien avec des régimes nationalistes. Mais lorsque les travailleurs de ces pays dominés décideront de prendre leur sort en main, ils ne se contenteront pas de renvoyer les troupes de l'ancienne puissance coloniale et de ses alliés mais ils prendront les armes pour exercer eux-mêmes le pouvoir, ils exproprieront la bourgeoisie, qu'elle soit étrangère ou nationale, et collectiviseront la production.

La nouvelle armée qu'ils mettront en place ne sera plus un instrument de répression au-dessus de la population et contre elle mais dirigée par les travailleurs en armes pour défendre les intérêts de tous les exploités contre tous les exploités. Les frontières tracées par les colonisateurs pour diviser les peuples seront abolies et les travailleurs mettront leurs forces en commun. Ils auront alors en face d'eux des dirigeants de pays impérialistes et ceux de nos pays, qu'ils soient nationalistes ou pas, car ils ont en commun la volonté de maintenir le système capitaliste.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.